

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

La COVID-19 a contaminé de nombreux Tunisiens et a fortement affecté cette économie nord-africaine, très dépendante de l'Europe. Le PIB réel a diminué de 8,8 % en 2020, après avoir augmenté de 1 % l'année précédente, en raison de la baisse générale de l'activité économique et du durcissement des conditions financières mises en place pour lutter contre l'inflation. La production a chuté dans tous les secteurs à l'exception du secteur agricole et celui de la pêche. Le secteur des services, notamment le tourisme, traditionnellement le moteur de croissance, a subi de plein fouet les conséquences de la pandémie. Du côté de la demande, la baisse brutale des investissements et des exportations témoigne de l'importance du choc de la pandémie. L'inflation a néanmoins baissé en 2020, à 5,9 % contre 6,7 % l'année précédente, grâce au ralentissement de la demande intérieure et à une chute des prix de l'énergie. Le déficit budgétaire a augmenté à 13,1 % du PIB, contre 3,5 % l'année précédente à cause de l'augmentation importante des dépenses en lien avec la pandémie combinée à la diminution des recettes. Ainsi, les efforts de consolidation mis en place dans le cadre du programme de 2018 avec le Fonds monétaire international ont été interrompus. Après avoir affiché un déficit de 8,5 % en 2019, le déficit de la balance courante s'est stabilisé à 8,1 % en 2020, en raison de la baisse des importations et des envois de fonds privés

Perspectives et risques

Le PIB réel de la Tunisie devrait rebondir et augmenter à 2 % en 2021 puis à 3,9 % en 2022, à condition que la pandémie se tasse et permette une reprise de l'économie mondiale, notamment européenne dont dépend fortement la Tunisie. L'inflation

devrait poursuivre sa baisse à moyen terme pour atteindre environ 5,7 % en 2021 et 4,3 % en 2022, grâce à une politique monétaire prudente. Le déficit budgétaire devrait s'améliorer à 8,6 % du PIB en 2021 et 8 % en 2022.

Le déficit de la balance courante devrait diminuer à moyen terme à 4,1 % en 2021 et 3,6 % en 2022, avec la poursuite de la reprise. Les principaux risques de ce scénario sont une troisième vague de la pandémie, une instabilité politique au niveau national et régional, une augmentation des manifestations de la population contre les conditions sociales, l'insuffisance des ressources financières accessibles aux entreprises, voire une reprise moins rapide que prévu des économies européennes.

Questions et options de financement

La dette publique tunisienne, dont 70 % est une dette extérieure, atteindra 90 % du PIB en 2020, poursuivant son inquiétante tendance à la hausse. En 2011, elle était près de deux fois moins importante en pourcentage du PIB. La Tunisie est vulnérable aux chocs exogènes, principalement aux risques de change, en raison de la forte concentration de la dette extérieure dans la dette totale. Le coût du service de la dette absorbe environ 28 % du budget, aux dépens des dépenses de développement nécessaires pour améliorer la compétitivité à long terme de la Tunisie. Les difficultés financières des institutions et entreprises publiques sont une autre source d'inquiétude. À la fin 2019, la dette des entreprises publiques représentait 13 % du PIB. Cependant, l'analyse récente par le FMI de la soutenabilité de la dette extérieure a conclu que la dette de la Tunisie était soutenable, car une grande partie de celle-ci est concessionnelle et le portefeuille comporte des échéances relativement longues.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.